

LA CONJONCTURE AGRICOLE FRANÇAISE EN 2010

par André Neveu¹

Pour rédiger cette note, nous nous sommes appuyé sur les comptes prévisionnels de l'agriculture de la nation, la Lettre du CER France, une analyse présentée par Mme Martine Jullien d'UNIGRAINS, les travaux des membres de la section 10, notamment les exposés de nos Confrères Jean-Paul Bonnet et Jean-Claude Guesdon.

Les résultats, bons ou moins bons, de la conjoncture agricole en 2010 confirment, s'il en était besoin, qu'une nouvelle ère a débuté en 2007 : la stabilité des prix a irrémédiablement disparu avec la mondialisation. Les agriculteurs, qui peuvent à l'occasion en profiter, sont profondément déstabilisés par ce nouvel environnement. Ayant perdu leurs repères habituels, ils ont réagi moins rapidement que certains de leurs voisins européens qui ont mieux su anticiper les évolutions nouvelles.

Un contexte international porteur

Avec le redressement de l'économie mondiale en 2010, les prix de la plupart des matières premières sont tirés à la hausse. Seul le pétrole a longtemps résisté. Cette embellie n'épargne pas les produits agricoles qu'il s'agisse des produits de base comme les céréales, le sucre ou les oléagineux, mais aussi des produits moins indispensables tels que le café, le thé ou le cacao.

Si l'on prend l'exemple du blé, on constate que la demande mondiale continue d'augmenter dans des proportions certes modérées mais régulières : elle est ainsi passée de 651 millions de tonnes en 2009 à 663 en 2010. Face à cette demande, l'offre est un peu insuffisante en raison de la grave sécheresse qui a frappé la Russie et l'Ukraine : 682 millions de tonnes en 2009 mais seulement 641 en 2010. L'écart n'est pas énorme, mais il a suffi à faire doubler les prix entre le début de l'année 2010 et l'été. Bien que les stocks de fin de campagne soient prévus de 100 jours de consommation, ce qui est faible mais tout de même supérieur à ceux de 2007-2008 (70 jours), les spéculateurs ont cependant anticipé la pénurie et donc contribué à accentuer la hausse.

De même, alors que le Brésil conforte sa position de leader, l'équilibre du marché international du sucre reste fragile et les prix sont élevés. Et les importations massives d'huile de palme et de graines de soja de la Chine tirent les prix des oléagineux et des tourteaux, donc ceux des aliments concentrés.

Des conditions climatiques relativement moyennes en France

Après une année record, les rendements des céréales, des oléagineux et des betteraves à sucre sont en baisse sensible. Mais les blés sont de bonne qualité boulangère alors que l'été froid et humide dans l'Europe du Nord a conduit à un déclassé des blés anglais et allemands.

Le printemps froid et humide a pénalisé les fruits et les pommes de terre. La sécheresse estivale a touché tout le grand Ouest et sa production laitière. Enfin les viticulteurs ont dû se contenter d'une « petite récolte ».

¹ Membre de l'Académie d'Agriculture de France, ancien adjoint au Directeur de l'Agriculture et des Collectivités locales de la Caisse nationale de crédit agricole.

Une situation favorable pour la plupart des productions végétales

Après un premier semestre 2010 dans le prolongement de l'année 2009, c'est-à-dire avec des prix bien médiocres, le second semestre fut pour **les céréaliers** un véritable miracle dont la soudaineté s'explique par la sécheresse en Russie et l'embargo décidé par ce pays sur ses exportations de blé : alors que le prix de la tonne de blé rendue Rouen ne dépassait guère 110 euros en février, les prix évoluent entre 200 et 220 euros la tonne depuis le mois de juillet.

Évolution 2010/2009 de la production de céréales

Unité : %

	Volume	Prix	Valeur
Ensemble hors subventions	-6,0	+43,2	+34,6
Dont : blé tendre	-2,0	+45,0%	+42,1
maïs	-11,0	+50,0	+33,5
orge	-21,0	+40,0	+10,6
Subvention sur les produits			-97,2
Ensemble au prix de base	-6,0	+30,2	+22,4

Remarque : Les prix et les quantités portent sur les livraisons de l'ensemble de l'année 2010 donc pour partie résultent de la récolte 2009.

Pour les oléagineux et les protéagineux, les évolutions de prix sont comparables à celles des céréales (+35% pour le colza et +60% pour le tournesol). Mais pour le colza la baisse des rendements est forte, il est vrai après trois années consécutives de production record.

En 2010, les rendements de **betteraves à sucre** sont moyens (mais en forte baisse par rapport à l'excellente récolte 2009) et les prix se tassent légèrement. Toutefois les producteurs français sont bien positionnés dans une Europe qui a dû fortement réduire ses exportations de sucre après les décisions de l'OMC. Les producteurs et les sucreries françaises sont donc dans une position favorable alors que d'autres pays de l'Union européenne doivent fermer des usines car leur rentabilité s'avère très insuffisante.

Évolution 2010/2009 des productions de plantes industrielles

Unité : %

	Volume	Prix	Valeur
Ensemble hors subventions	-6,2	+24,1	+16,4
Dont oléagineux	-11,0	+40,0	+24,6
protéagineux	+58,0	+20,0	+89,6
betteraves industrielles	-8,0	-2,0	-9,8
Subvention sur les produits			-65,1
Ensemble au prix de base	-5,9	+15,6	+8,8

Après les intempéries du printemps, **les fruits et les légumes** d'été ont bénéficié de cours tout à fait attractifs, il est vrai après plusieurs années de revenus médiocres. Toutefois les prix des légumes d'hiver sont plutôt en repli. Dans le secteur très concentré des légumes industriels où dominent quatre grands groupes, les stocks restent souvent élevés et les superficies cultivées sont à nouveau en diminution (-16% en 2010 après -8% en 2009). Les rendements ont été plutôt médiocres. Mais surtout la concurrence internationale se renforce. Elle vient d'Espagne, du Benelux

mais aussi de Chine, et même du Kenya. En outre un certain nombre de producteurs réduisent leurs superficies en légumes au profit des céréales. Enfin la faible récolte de pommes de terre a entraîné une forte hausse des cours.

Peut-on espérer une sortie de crise pour les viticulteurs ? Après la crise économique, la consommation mondiale de vins et d'alcools se redresse. La baisse (relative) de l'euro et la réduction des stocks favorisent les exportations françaises. En particulier, la Chine semble devoir constituer le grand marché de demain. Les exportateurs ne s'y sont pas trompés tel Castel qui accroît son implantation dans ce pays. Toutefois les difficultés demeurent dans les zones de grosse production comme le Bordelais, le pays nantais et le Languedoc.

Pour l'ensemble des productions végétales, les volumes sont en baisse de 4,5% mais les prix ont augmenté de 10,2%. (et même de 13,5% hors subventions sur les produits). Au total, les valeurs sont en augmentation de 5,3% par rapport à 2009.

Nette amélioration pour la production laitière et stabilité pour les autres productions animales

La hausse des prix des céréales et des tourteaux au second semestre 2010 a évidemment eu des conséquences sur les productions animales qui ont vu leurs coûts de production augmenter fortement.

C'est particulièrement le cas de **la production porcine**. Cette hausse est d'autant plus vivement ressentie que cette augmentation du prix de l'aliment n'a pu être répercutée sur le prix de vente des porcs. En effet l'offre française et européenne est abondante, les abattoirs français sont en surcapacité et la grande distribution en profite pour maintenir sa pression. La concurrence est donc vive à tous les échelons de la filière. Les producteurs observent d'ailleurs que depuis 2007 le cycle du porc qui assurait une réduction (provisoire) du volume produit ne fonctionne plus. La raison de cette carence est la conséquence du renforcement régulier des structures de production et de transformation dans toute l'Europe du Nord alors qu'en France les ateliers de production, mais aussi les industries d'aval, peinent à se moderniser et à se développer.

Dans le secteur **des volailles**, l'essentiel de la production est intégré par les industriels. Les contrats en cours ont donc protégé les éleveurs de la hausse du prix des aliments qui est supportée par les abatteurs. Mais sur le moyen terme, cette production perd de son potentiel notamment à l'exportation : entre 2000 et 2009, les quantités produites ont diminué de 19% alors que dans le même temps elles augmentaient en Allemagne de 48%. Pendant toute cette période, les délocalisations ont affaibli cette filière autrefois florissante.

Les éleveurs laitiers avaient connu une période noire en 2009 et encore au début de l'année 2010. Mais au second semestre, le redressement des prix sur les marchés internationaux a facilité la signature d'un accord avec les industriels, plus favorable aux éleveurs. Si l'on est loin des plafonds atteints en 2008 (jusqu'à 400 euros par tonne), le prix moyen en 2010 s'est tout de même élevé à 300 euros par tonne contre 270 en 2009. La production s'est redressée de 3% par rapport à 2009. Mais la France est encore en sous-réalisation de 5% de ses quotas alors que les Pays-Bas et l'Allemagne sont en dépassement des leurs. Comme pour les productions de porc et de volailles, cette situation traduit un affaiblissement significatif de notre position concurrentielle en Europe.

La viande bovine a également bénéficié en 2010 de marchés internationaux bien orientés. Toutefois les qualités standard sont les plus demandées. Il en est de même en France où les consommateurs recherchent les petits prix. Ces qualités standard sont fournies par les vaches laitières et les quartiers avant des races à viande alors que les quartiers nobles trouvent difficilement preneurs. La situation pour les éleveurs spécialisés est d'autant plus préoccupante que 60% de la viande vient du troupeau allaitant. Si l'on ajoute que le prix de l'aliment concentré a augmenté au second semestre, il ne faut pas s'étonner de la médiocrité persistante des revenus des éleveurs spécialisés. Heureusement pour eux que les aides communautaires et nationales compensent les

insuffisances du marché. Sur ce point, la situation est encore plus évidente pour les éleveurs **ovins**. Les structures de production et la productivité se sont améliorées mais les charges fixes pèsent toujours lourdement sur les prix de revient. Il est donc essentiel de maintenir une protection aux frontières afin de se protéger contre les importations d'Amérique du Sud. C'est pourquoi tout accord avec le Mercosur doit éviter de sacrifier la viande bovine sur l'autel des exportations de produits industriels ou de services.

Pour l'ensemble des produits animaux, la production a augmenté de 1,9% en volume, de 0,4% en prix et de 2,3% en valeur.

Pour l'agriculture, l'année 2010 s'avère donc globalement satisfaisante comme le montrent les comptes prévisionnels.

Comptes prévisionnels de l'Agriculture 2010

Production de la branche	
en volume	- 1,9%
en prix	+ 6%
en valeur	+ 4%
Consommations intermédiaires	- 3%
Dont engrais	- 21,2%
Valeur ajoutée nette des amortissements	+ 30,5%
Subventions sur les produits (1)	- 54,2%
Subventions d'exploitations (1)	+ 23%
Revenu d'entreprise agricole <i>par actif non salarié</i> (en termes réels)	+ 84,1%
Revenu d'entreprise agricole <i>par actif non salarié</i> (en termes réels) des exploitations professionnelles	+ 66%

(1) En application du bilan de santé de la PAC, la poursuite du découplage des aides communautaires conduit à une réduction des subventions sur les produits et à une augmentation des subventions d'exploitation

La très forte augmentation du revenu moyen en 2010 s'applique à des montants faibles en valeur absolue car elle suit deux mauvaises années avec une baisse cumulée de 46%. Au total, le revenu 2010 s'inscrit dans le prolongement des années 2000 à 2006 qui avaient été marquées par une tendance baissière faible mais régulière. Il faut en effet admettre que depuis 2007, les fortes variations des revenus semblent être devenues la règle. C'est la conséquence de la volatilité des prix sur les marchés internationaux et de l'ouverture progressive des frontières européennes aux importations.

Pour les exploitations professionnelles, le résultat courant avant impôts par unité de travail non salarié s'élèverait à **20100 euros en 2010** (il était de 18400 en termes réels en 1992, soit bien peu de changement en 18 ans alors que le nombre d'agriculteurs a fortement diminué au cours de cette période). Mais entre les différents secteurs les écarts sont toujours très élevés : 29300 euros pour l'ensemble des producteurs de grandes cultures, mais 16000 pour les éleveurs laitiers, 15000 pour les éleveurs hors sol et seulement 12400 pour les producteurs de bovins viande spécialisés. Quant aux viticulteurs, le bon résultat moyen (28700 euros) se décompose entre 31700 en vin d'appellation et seulement 18900 pour les autres viticulteurs.

Au niveau européen, les revenus agricoles augmentent également, mais pas dans tous les pays

La valeur de la production agricole européenne aurait augmenté de 4,3%, pratiquement au même niveau que l'augmentation prévue en France.

Revenu réel agricole par actif : + 12,3%	
Danemark : + 54,8%	Royaume Uni : - 8,2%
Estonie : + 48,8%	Roumanie : - 8,2%
Irlande : + 39,1%	Grèce : - 4,3%
France : + 31,4%	Italie : - 3,3%
Allemagne : + 22,8%	

Remarque : les définitions du revenu par l'INSEE et par Eurostat sont sensiblement différentes

Dans beaucoup de secteurs, l'amélioration de la conjoncture en 2010 ne doit pas nous cacher les handicaps structurels persistants

En ce début d'année 2011, les agriculteurs français restent inquiets car la baisse des revenus en 2009 (-34%) les a profondément marqués. Ils voient bien que la stabilité engendrée par quarante années de Politique agricole commune avait rendu possible a disparu. Mais en même temps, ils sont conscients que les aides communautaires sont vitales pour l'équilibre financier d'un grand nombre d'exploitations. Or les perspectives de réforme de cette Politique pour « après 2013 » révèlent beaucoup d'incertitudes qui ne pourront être levées que lorsque les enveloppes budgétaires seront arrêtées. Enfin, la pression de la grande distribution sur les prix reste forte.

Ces inquiétudes se manifestent par une diminution du nombre d'installations nouvelles et expliquent la contraction des investissements en agriculture (-8% en 2009 et autant en 2010).

Si l'on excepte les grandes cultures, le différentiel de performance entre l'agriculture française et celle de nos voisins et concurrents du nord de l'Europe est réel et continue de s'accroître. Cet écart concerne aussi bien les exploitations que les entreprises de transformation. Peu à peu, le potentiel de production de la France s'amoindrit. C'est le cas pour les productions laitières, les porcs, les fruits, les légumes et le vin.

Pourtant, la France semble à l'abri des grandes catastrophes climatiques qui n'épargnent pas certains pays. La diversité de nos productions reste forte et elle permet à la fois d'adapter les systèmes de production à l'environnement pédo-climatique et de réduire les risques en cas de chute des prix. De plus, au-delà des fluctuations des cours sur les marchés internationaux, les évolutions de prix à long terme semblent plutôt favorables. Enfin, l'image de nos produits dans le monde est toujours bonne, ce qui facilite nos exportations.

La productivité du travail dans les exploitations de grandes cultures françaises est également excellente et du même ordre de grandeur que celle des céréaliers d'Amérique du Nord (malheureusement l'écart entre les niveaux de charges ne nous est pas favorable). Il serait donc dommage que la France apparaisse en Europe comme d'abord une région spécialisée dans les céréales et les oléagineux. Nous avons en effet bien d'autres cartes à jouer.

Après la catastrophe de l'année 2009, 2010 apparaît donc comme l'année du redressement dans un certain nombre de secteurs, mais malheureusement pas dans tous. Le plus inquiétant reste le manque de confiance des agriculteurs français en l'avenir, en eux-mêmes et en tout leur environnement socioprofessionnel.